

Sommaire

Remerciements	1
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
INTRODUCTION	6
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES	9
I-1 LES CONCEPTS-CLES DE ET DELIMITATION DE L'ETUDE.....	10
I-1-1 Les concepts-clés	10
I-1-2 La délimitation de l'étude.....	19
I-2 ANALYSE DE L'ENDETTEMENT	23
I-2-1 Des analyses déjà effectuées	23
I-2-2 Les théories de l'endettement : point de vue keynésienne et néoclassique	28
PARTIE II : PARTIE OPERATIONNELLE	31
Chapitre I : QUID DE LA PAUPERISATION-ENDETTEMENT	32
II-1-1 Manifestation de la dette dans les pays moins avancés.....	32
II-1-2 Etude de l'effet de l'endettement sur la vie de la population dans les pays moins avancés	33
Chapitre II : FONDEMENT DES RESULTATS FOURNIS.....	35
II-2-1 Analyse des résultats obtenus.....	35
II-2-2 Recommandations et mise en œuvre	37
CONCLUSION	44
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	46
ANNEXES.....	48

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AID Association internationale pour le développement

BM Banque mondiale

FMI Fonds monétaire international

IFI Institution financière internationale

PED Pays en développement

PMA Pays moins avancés

PVD Pays en voie de développement

UE Union Européenne

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Ratios d'endettement d'un échantillon de PPTE (2000), en %	
.....	16

Tableau 2 : Evolution de la variation du ratio d'endettement (1979-2000)	
.....	17

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Soutenabilité de la dette des PPTE (2001-2020)	
.....	13
Graphique 2 : La répartition de la dette suivant les zones géographiques, en 2004	
.....	22

INTRODUCTION

Auparavant, dans les XVIII^{ème} siècle¹, le sous-développement n'a concerné que peu de pays. Ces derniers appelés aussi « *les sociétés primitives* »², ne connaissaient pas une extrême disette, cela peut être dû au petit nombre de besoin à satisfaire voire même de l'abondance.

Par la suite, des blocages apparaissent peu à peu dans quelques pays en bloquant le processus de développement de se mettre belle et bien en place, comme quoi les besoins fondamentaux de l'homme ne sont plus couverts. Des systèmes capitalistes créent de nouveaux besoins d'un côté et des plus démunis cherchent toujours à élargir les possibilités offertes de l'autre côté. Mais le sous-développement ne peut se réduire à un seul critère, un héritage des structures économiques et sociales désarticulées, une difficulté à l'entrée au commerce international, non maîtrise du marché intérieur,... peuvent en être son origine.

Le sous-développement peut se manifesté en quatre critères, tels sont : la pauvreté de masse, l'inégalité intérieur qu'extérieur, l'insécurité et l'exclusion du pays pauvres par les pays développés mais aussi au sein même du pays vis-à-vis de la population elle-même.

Un courant de pensée anti-développement préconise que « *Derrière la notion de développement se cacherait le modèle économique. Ainsi, le souhait de voir se développer les pays pauvres participerait d'un projet de normalisation capitaliste et libérale du marché* ». Depuis quelques années, bon nombre des pays ont vécu un retard sur le développement et ils se sont variés en 3 catégories maintenant: les PMA ou les pays moins avancés, les NPI ou les nouveaux pays industrialisés et les pays émergents.

Depuis ce temps-là, tout le monde était au courant de la vulnérabilité économique et l'obstacle entravant le processus de développement qui, liés à l'instabilité de la croissance économique, se manifestaient surtout dans les pays moins avancés. Ces derniers sont handicapés sur le plan socio-structurel, économique et politique et doivent bénéficier d'un traitement.

¹ 2008 Pearson education France Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, Philippe Deubel, C'est une Ere de la révolution industrielle des pays de l'Europe de l'Ouest.

² Une appellation des pays sous-développés par les occidentaux. 2008 PEARSON EDUCATION France- Analyse économique et historique des sociétés contemporaines-PHILIPPE DEUBEL

A partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, il y a succession des différentes stratégies et intimement leurs fondements sont liés au contexte diplomatique du pays de leur époque respective, mais aussi aux contextes commercial et idéologique. Les stratégies (extraverti et autocentré) mises en exercice ont échouées : la première s'avère ruineuse pour les pays spécialisés dans une monoculture du fait de la dégradation des termes de l'échange et de la forte volatilité des cours des produits primaires ; la seconde est marquée par l'insuffisance du marché intérieur qui ne permet pas les débouchés aux produits industriels et les biens d'équipement ne sont pas compétitifs sur le marché international. Une autre stratégie se met en place pour accentuer les échecs des deux premières stratégies : c'est le cadre du tournant libéral ou «*les stratégies de développement*», par les institutions financières internationales, qui vont être uniformisés selon les normes. C'est en 1970 que le problème de la dette du tiers-monde apparaisse, elle est multipliée par 12 entre 1968 et 1980, le service de la dette double, dû à la forte demande des pays en développement, en vue de financer l'industrialisation au cours de 1960 – 1970. Et c'est en Octobre 1979 que *le choc monétariste* intervient par lequel le directeur de la Federal Reserve décide de remonter le taux d'intérêt directeur pour lutter contre l'inflation, et en conséquence, le remboursement de prêts des PED s'est renchérit, il y a aussi des contractions à taux variables des dettes. Il est utile de savoir la voie d'utilisation des dettes contractées : à des dépenses productifs ou à des dépenses somptuaires.

Le problème se pose : Comment réduire les risques de pauvreté sans refuser les prêts des pays riches ? Des hypothèses sont proposées afin d'atteindre l'objectif général de la recherche: la première est centrée sur la révision des dépenses nécessaires et diminuer le montant emprunté, la seconde concerne le ciblage des secteurs plus productifs pour que la rentabilité de l'endettement soit supérieur. Dans cette optique, le mémoire essaiera de mettre en relief la logique des idées suivantes :

L'objectif général avoué est : d'apporter des gains aux pays pauvres par le biais de l'endettement mais non de la pauvreté en pérennité. A partir de cet objectif général, on peut rattacher deux objectifs spécifiques :

Premier objectif spécifique : montrer la relation entre l'endettement et la paupérisation en présence de la mauvaise gouvernance des dettes contractées.

Second objectif spécifique : trouver jusqu'à quel seuil cet endettement va créer l'affreuse pauvreté ?

L'exploitation des documents écrits permettra d'atteindre l'objectif de la dette et pour faire acquérir efficacement l'emploi de cette dernière aux plus démunis. Et il y a aussi les connaissances requises lors des formations en classe.

Les PED sont devenues dépendantes vis-à-vis de l'extérieur qui applique la théorie néoclassique.

Cette présente étude était déjà initiée par les économistes fondateurs. C'est dans la suite du travail de recherche que les plans suivants vont être traités : dans la partie, on verra les concepts-clés et l'analyse de l'endettement ; dans la seconde partie, l'étude des effets de l'endettement sur le décollage économique des pays en développement situé particulièrement en Afrique du Sud et le fondement des résultats obtenus.

PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES

I-1 LES CONCEPTS-CLES DE ET DELIMITATION DE L'ETUDE

Le Sous-développement est une situation où des blocages structurel, économique, socio-culturel, et parfois religieux empêchant l'émergence d'un processus de développement d'un pays.

On remarque que bon nombre de raisons peuvent justifier le recours à l'endettement des pays démunis au développement: l'insuffisance de l'épargne intérieure, le déficit de la balance des paiements et le déficit budgétaire selon le concept du triple déficit³. *Le développement* est une transformation durable des conditions de vie qui améliore le bien être de la population.

Le FMI se donne comme objectif d'assurer la sortie du sous-développement des PED en appliquant *des mesures structurelles*. Il apporte la *Politique d'ajustement structurel (PAS)*, un ensemble de politique de développement, pour amener les PED, principalement, à atteindre les grands équilibres macroéconomiques par des mesures structurels d'inspiration libérale. Cette politique consiste en un ensemble de mesures accompagnant les prêts contractés par les pays auprès des institutions internationales (la conditionnalité) et réunis dans le « consensus de Washington ».

I-1-1 Les concepts-clés

I-1-1-1 Définitions et quelques notions supplémentaires

➤ La dette

La dette est un instrument de politique intéressant, en arrière-fond, elle dévoile une gigantesque criminalité politique et financière. Selon Eric TOUSSAINT, la dette est un formidable outil politique. Outre, c'est outil de néo-colonisation.

Il est mieux de voir les origines de la crise de la dette :

Les années 1980 sont appelés le cadre du tournant libéral, concernant aussi les stratégies de développement. Ces stratégies vont être uniformisées selon des normes de développement théorisées par les institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale.

Le problème de la dette du tiers-monde apparaissait vers la fin des années 1970. La dette est multipliée entre 1968 et 1980 par 12 ; le service de la dette double aussi pour sa part, cela est dû à la forte demande des PED. Rapidement, la situation devient économiquement intenable. En premier, la Mexique se déclare en cessation et puis d'autres pays, l'annonce crée un choc mondial dans la sphère financière. Les créanciers occidentaux prennent peur. Les pays de la Triade⁴ demandent au FMI d'intervenir. Celui-ci va fournir des prêts à taux préférentiels et des aides conditionnées au remboursement des banques et autres créanciers privés.

³ CATHERINE Patillo, Helene Poirson et Luca, Dette extérieure et croissance, IMF working paper, 2002

⁴ Europe occidentale, États-Unis, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande

La dette d'un pays comprend la dette intérieure et la dette extérieure.

- Dette intérieure

Elle est contractée auprès d'un créancier intérieur au pays. Elle doit être remboursée en monnaie locale.

- Dette extérieure

Elle est contractée auprès d'un créancier extérieur au pays. Elle doit être remboursée en monnaie du pays créancier : devises étrangères, dollars le plus souvent.

L'endettement extérieur est contracté par des agents privés ou publics du pays auprès d'Etats. C'est une ressource légitime pour financer un investissement en l'absence d'épargne interne (lorsqu'un pays se trouve en situation de besoin de financement).

La dette publique est contractée par des emprunteurs publics (un Etat) auprès de particuliers, des banques, des entreprises, des Etats. Les dettes privées emprunts contractés par des emprunteurs privés (banques commerciales, grandes entreprises) quel que soit le prêteur. Certaines dettes privées sont devenues des dettes publiques car les Etats du Tiers Monde ont donné leur aval.

La dette est utile pour deux choses :

- * si, en particulier, le rendement de l'investissement excède le montant de l'endettement et si elle finance les projets industriels à forte externalités positives.

- * si elle finance des projets industriels à fortes externalités positives.

La dette extérieure publique comprend la dette bilatérale et la dette multilatérale :

- Dette multilatérale

Elle est contractée auprès des institutions financières internationales (FMI, BM). Plus le pays est pauvre, plus la part de la dette multilatérale est importante.

Une institution est donc dite multilatérale si elle est financée et dirigée par plusieurs pays

- Dette bilatérale

Elle est contractée par un état auprès d'un autre état et négociée au sein du Club de Paris (le cartel des états créanciers).

➤ Service de la dette

Le Service de la dette est le remboursement du capital et avec des intérêts.

- Le service de la dette = amortissement du principal emprunté + remboursement de l'intérêt.

Il peut calculer le poids de la dette.

➤ Dettes odieuses

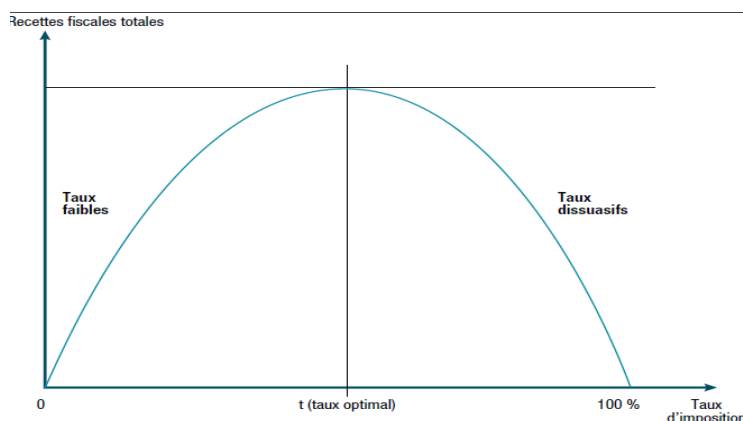
Ce sont des dettes contractées par un gouvernement, qu'il soit démocratique ou dictatorial, dans le but de soumettre un peuple à la domination coloniale, en droit international. Ce sont des dettes contractées sans le consentement du peuple.

Cette notion est inventée par les Etats-Unis en 1898, définissant le non-remboursement de la dette.

La dette est dite odieuse quand elle a été contractée par le pays alors qu'elle était gouvernée par une dictature ou une élite corrompue qui a mal utilisé les fonds empruntés, ou encore la thèse de l'insoutenabilité de la dette qui s'élève en 2005 à 1 990 milliards de dollars. En conséquence plusieurs pays se retrouvent dans la situation où les recettes fiscales seraient inférieures au service de la dette

- La courbe de LAFFER par Arthur Laffer

C'est une modélisation économique développée par des économistes de l'offre. Elle montre qu'il y a une relation positive entre croissance du taux d'imposition et croissance des recettes de l'Etat.



Source : www.wikiberal.org

Plus la pression fiscale augmente, plus les recettes diminuent car l'offre de travail n'est pas incitée. Il n'est pas facilement rentable de dépasser un certain taux de prélèvement.

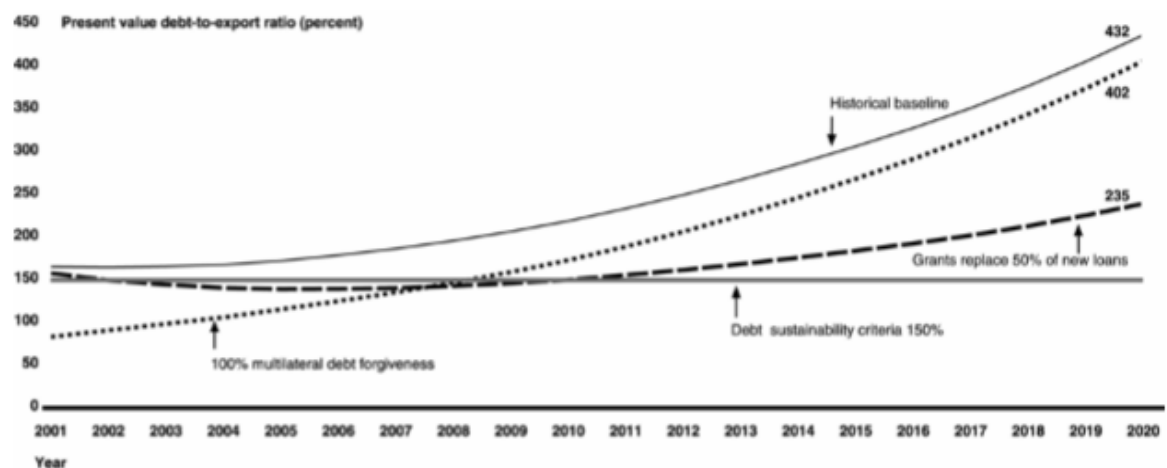
➤ Soutenabilité de la dette

Elle désigne l'aptitude du pays endetté (débiteur donc) à satisfaire entièrement ses obligations extérieures actuelles et futures sans devoir recourir au rééchelonnement ou à l'accumulation d'arriérés.

L'objectif de l'initiative de réduction, de la dette des « pays pauvres très endettés », est de rendre la dette soutenable. Il est donc légitime de chercher à savoir si les modalités proposées et leur application pratique sont en voie de garantir une telle évolution.

Le concept de soutenabilité se définit ordinairement par le fait qu'à long terme un rapport jugé pertinent entre la dette et un flux de ressources⁵ reste stable. La soutenabilité se distingue ainsi de la solvabilité. Un Etat est solvable si sa dette s'annule à terme. La notion de soutenabilité est difficile à mettre en œuvre sur le plan empirique, et particulièrement dans le cas des pays les plus pauvres, ne serait-ce que parce que les durées de remboursement y sont particulièrement longues⁶.

Figure 1 - Soutenabilité de la dette des PPTe (2001-2020)



Source : GAO (2000)

➤ Le rééchelonnement

Il consiste à repousser dans le futur les échéances d'un prêt. Plus précisément, il consiste en une modification des échéances ou un report du paiement du principal et/ou des intérêts.

Le but est de donner un peu d'oxygène à un pays en difficulté. Dans les faits, il s'agit de perpétuer les créances afin de maintenir les PED (surtout les PMA) sous contrôle. A savoir, le club de Paris⁷ a négocié 174 accords de rééchelonnement entre 1976 et 1998 pour un montant total de 55 milliards de dollars. De l'autre côté, le club de Londres⁸ connaît une activité beaucoup plus importante car la dette privée représente plus de 60% de la dette totale des PED.

⁵ Recettes publiques, exportations, PNB, ...

⁶ Moisseron et Raffinot, 1999

⁷ La dette extérieure des pays du Tiers Monde, groupement des principaux états créanciers. Présidence et secrétariat sont assurés par le trésor français.

⁸ La dette extérieure des pays du Tiers Monde, enceinte de la négociation entre gouvernements débiteurs et banques créancières.

➤ Finance concessionnelle :

C'est un prêt avec une grande réduction du taux d'intérêt en valeur actuelle nette autour de 65%.

➤ La conversion

La conversion, consiste en un changement de nature de la créance. Le marché secondaire des créances douteuses, apparu dès 1983 lorsque les créanciers privés ont cherché individuellement à se faire rembourser par leurs débiteurs au mépris des accords passés au club de Londres, a été le lieu de nombreuses innovations qui seront institutionnalisées avec le plan Brady en 1989, qui reconnaît alors officiellement que la dette des PED ne doit plus être remboursée à sa valeur faciale. Les créances peuvent être converties en actifs réels ou encore en titres.

➤ L'annulation

L'annulation, consiste à réduire le stock de la dette, est l'instrument le moins utilisé car il redonne des marges de manœuvre aux PED. En réponse aux critiques qui leur sont adressées, les IFI vont pourtant développer cette pratique à partir de 1996 au travers de l'initiative pays pauvres très endettés.

➤ La banque mondiale

Elle a été créée en 1944 à Bretton Woods. C'est une banque transnationale chargée de prêter à long terme en finançant des actions de développement dans le Tiers Monde ou les ex-pays socialistes. Son capital est apporté par les états membres, elle emprunte sur les marchés financiers.

➤ Le fonds Monétaire International

Il a été créé à Bretton Woods en 1944, il a pour but d'assurer la stabilité monétaire internationale par des taux de change fixes et aider des pays connaissant des difficultés de balance de paiements ponctuellement. Son capital est constitué par l'apport en devises fortes et en monnaie locale des pays membres (182 en 1998). En fonction de cet apport, chaque membre a des Droits de Tirage Spéciaux : des actifs monétaires échangeables contre des devises d'un pays tiers. Huit pays en détiennent 50% : les USA 18%, la France 5%, le Royaume Uni 5%. En 1971, fin des accords de Bretton Woods et de la parité or / dollar, le FMI voit disparaître sa fonction de surveillance du système de Bretton Woods, les grands pays ont laissé flotter leur monnaie, c'est le début de la spéculation financière. En 1973, choc pétrolier, les PVD importateurs de pétrole sont touchés, le FMI devient une "coopérative" de banques centrales. Quand les caisses d'un état sont vides, il peut emprunter au FMI, mais celui-ci dicte ses règles et restructure l'économie de cet état.

Le mode de décision du FMI est celui d'une répartition des droits de vote en fonction de la cotisation des états membres.

Le FMI et la BM interviennent en 1982 en s'inquiétant des risques de faillite des banques privées engagées dans le Sud, pour que le Nord soit bien remboursé. On n'annule ni ne réduit

les créances : le FMI accorde de nouveaux prêts pour permettre aux pays du Sud de rembourser leurs dettes mais en imposant, en contrepartie, des conditions socio-économiques strictes : ces prêts sont limités, les dettes sont rééchelonnées dans le temps, mais les états doivent adopter des PAS. Un pays endetté qui le refuse se voit menacé de l'arrêt de ces prêts. Le FMI impose à travers ces PAS un modèle de développement néo-libéral pour réduire le déséquilibre de la balance des paiements.

Les premières mesures imposées sont : une dévaluation de la monnaie locale et une hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays en général, puis viennent les réformes structurelles pour réduire le déficit budgétaire : baisse des investissements publics avec licenciements, privatisations, déréglementation du marché du travail, baisse des prestations sociales, baisse des subventions aux produits de base comme pain, eau, transport, électricité, application de tarifs pour l'accès à l'éducation et à la santé, libéralisation du commerce international avec baisse des protections douanières, libéralisation des entrées et sorties de capitaux, réforme fiscale avec généralisation de la TVA aux dépenses de l'impôt sur le revenu. Telles sont les mesures permettant de dégager des fonds à court terme, elles ont surtout pour conséquences un grave appauvrissement des populations et une augmentation des inégalités.

I-1-1-2 Les ratios

Trois ratios sont pris en considération, dont deux utilisent la valeur actuelle nette (VAN) pour tenir compte de la différence de poids des prêts, et permet ainsi de juger du caractère équitable du partage du fardeau entre créanciers :

- Valeur Actuelle Nette (VAN) du stock de la dette / exportations de biens et services.
- Service de la dette / exportations de biens.
- Valeur Actuelle Nette (VAN) du stock de la dette / Recettes budgétaires, en VAN.

Ce troisième indicateur est utilisé si le pays est fortement ouvert sur l'extérieur, ce qui risque de le rendre non éligible au titre des deux premiers critères. Dans ce cas, il faut encore que le niveau de collecte des impôts soit élevé c'est-à-dire que les recettes publiques/PIB sont supérieures à 15 % contre 20 % dans l'initiative initiale.

Dans l'initiative PPTE renforcée, la réduction de dette définitive intervient au point d'achèvement. Afin d'éviter une trop forte pression financière, la réduction de dette est en fait accordée presque totalement dès le point de décision, mais sur une base précaire (décidée année par année).

Le fait de retenir des ratios est très discutable, surtout lorsqu'ils sont calculés pour une année donnée. Comme on le sait, c'est la dynamique d'évolution de la dette qui importe. Pour les IBW, la justification de cette méthode est purement empirique : au-delà de ces seuils, on constaterait, historiquement, que les pays ont rencontré des difficultés de remboursement⁹. Le choix de cette méthode explique en tous cas que le problème de l'évolution de la dette après la

⁹ Policy Development and Review Department, 2002

réduction de dette continue à se poser , malgré le fait qu'elle soit censée garantir l'élimination du « surendettement ».

Tableau 1 : Ratios d'endettement d'un échantillon de PPTE (2000), en %

	Dettes extérieure totale/ RNB	VAN de la dette extérieure / exportations de biens et services
Bénin	74,4	161
Bolivie	71,5	162
Burkina Faso	61,3	210
Cameroun	111,6	228
Gambie	113,4	99
Guinée	115,6	269
Guinée-Bissau	463,5	970
Guyana	220,5	..
Honduras	94,7	104
Madagascar	123,6	247
Malawi	163,6	297
Mali	130,8	167
Mauritanie	275,1	314
Mozambique	198,1	151
Nicaragua	332,7	425
Niger	89,0	344
Rwanda	71,6	509
Sao Tome et Principe	726,1	
Sénégal	78,7	153
Tanzania	82,9	335
Tchad	79,9	207
Ouganda	55,4	146
Zambie	205,3	505

Source : World Bank (2002)

olution de la variation du ratio d'endettement (1979-2000)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	0,00	0,02	0,24	0,06	0,02	0,01	0,03	0,00	0,06	-0,01	-0,02	0,07	-0,01	-0,02	-0,06	0,06	0,00
	-0,09	0,05	-0,10	-0,11	-0,06	0,06	0,08	0,10	0,04	0,02	-0,01	0,00	0,03	0,03	-0,04	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,03	0,02	-0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	-0,06	0,01	0,00	-0,03	0,00	-0,02	0,03	0,09
	0,01	0,08	-0,06	-0,02	-0,06	-0,01	-0,01	0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,02	0,00	0,05	0,05	0,06	0,09
	0,29	0,07	0,01	0,08	-0,15	-0,04	-0,08	-0,09	-0,13	-0,09	-0,16	-0,11	-0,21	-0,09	-0,13	-0,05	0,05
																	0,00
	0,20	0,24	0,27	0,33	0,45	0,40											0,00
	0,04	0,03	-0,02	-0,02	0,04	0,00	-0,02	-0,01	-0,01	0,04	0,01	0,05	0,08	0,11	0,15	0,04	0,07
	0,10	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,09	0,16	0,11	0,12	0,14	0,10	0,08	0,09	0,07	-0,01
	0,13	0,02	0,01	0,03	-0,03	0,04	0,03	0,02	0,05	0,00	0,00	0,06	0,08	0,01	0,31	0,25	0,21
	0,01	0,02	0,01	0,03	0,05	0,13	0,14	0,11	0,11	0,04	0,02	-0,02	0,01	-0,03	0,01	0,08	0,07
	0,06	0,05	0,26	0,20	0,05	0,08	0,16	0,05	-0,01	-0,05	-0,08	-0,09	0,00	0,08	0,00	-0,06	-0,04
																	0,32
	0,10	0,16	0,14	0,18	0,17	0,28	0,22	0,10	0,24	1,43	18,47	2,09	2,43	2,03	1,83	0,93	0,31
	0,06	0,01	0,05	-0,02	-0,05	0,02	0,06	0,07	0,09	0,12	0,07	0,04	0,04	0,03	0,08	0,10	0,12
	0,01	0,02	0,03	0,01	0,00	0,02	0,01	0,04	0,03	0,02	0,01	-0,01	0,02	0,05	0,12	0,02	0,07
	0,07	0,12	0,05	0,08	0,08	0,14	0,07	0,05	0,02	-0,01	-0,02	0,00	0,00	0,01	-0,01	0,04	0,04
	0,10	0,17	0,12	0,04	0,08	0,23	0,65	0,47	0,31	0,26	0,40	-0,01					0,09
	-0,04	-0,04	-0,03	-0,04	0,00	0,09	0,06	0,02	-0,03	0,02	0,00	0,00	0,02	0,04	0,00	0,01	0,04

Constatation :

-La simple lecture des indicateurs disponibles permet de se faire une première image de la situation. Le Tableau des ratios d'endettement d'un échantillon présente deux ratios d'endettement : le ratio classique (dette extérieure totale sur RNB) et le ratio principal (utilisé pour l'initiative PPTE)

Comme on le voit, il existe une étonnante diversité au sein de la catégorie des PPTE. Certains pays sont relativement peu endettés, alors que d'autres dépassent de très loin toutes les normes admises. Cette disparité est encore accrue par le fait que certains pays remboursent en totalité le service de leur dette, alors que d'autres ne le font que partiellement.

Il en résulte une très grande disparité des bénéfices que les pays éligibles retireront de la réduction de dette prévue¹⁰.

Ces ratios donnent une vision statique de l'endettement des PPTE. Ils ne permettent pas d'analyse de la soutenabilité de la dette, sauf à définir des seuils, mais cela présente toujours un caractère arbitraire. C'est pourquoi nous utiliserons la relation (1) pour préciser la dynamique de l'endettement des PPTE, comme l'avait notamment fait Cohen (1996) pour analyser la soutenabilité de l'endettement des pays africains

-Le Tableau second présente l'évolution du ratio ∂b pour un échantillon de pays PPTE aussi large que possible, en utilisant les données de la Banque mondiale (Global Development Finance, 2002). Dans ce calcul, Y est le revenu national en dollars courants, et g le taux de croissance moyen en valeur du revenu national brut pour les dix dernières années (évalué par régression semi linéaire par rapport au temps).

Ce Tableau montre qu'il n'existe pas de tendance claire à une amélioration de la soutenabilité de la dette extérieure des PPTE. Certaines situations aberrantes (Nicaragua, Guyana) ont été corrigées. Mais la plupart des pays demeurent dans une situation d'insoutenabilité, malgré les programmes d'ajustement structurel qui leur ont été imposés, les retraitements de leur dette de plus en plus concessionnels depuis 1989 et le « refinancement » par des flux très concessionnels qui leur a été (explicitement ou implicitement) proposé depuis que les conditionnalités du FMI les ont obligés à renoncer à tout financement extérieur onéreux.

On constate même que l'indice d'insoutenabilité de la dette augmente ou reste très élevé dans des pays comme le Bénin, la Gambie, la Guinée, le Sénégal, le Malawi, le Tchad et l'Ouganda. Dans certains pays comme le Burkina Faso, l'indice est plus élevé qu'avant l'initiative PPTE. En revanche, dans les cas du Honduras, de la Mauritanie, du Rwanda, de la Tanzanie et, dans une moindre mesure, de Madagascar et du Nicaragua, la dette semble redevenue soutenable.

Les données doivent cependant être examinées avec précaution. En effet, les réductions de dette ne sont pas enregistrées de la même façon dans toutes les balances des paiements ou dans les tableaux des opérations financières de l'Etat. Lorsque les réductions de dette ne sont pas inscrites avec les transferts en capital, ou avec les dons mais plutôt en financement exceptionnel, il se peut que le surcroît de dépenses résultant de la remise de dette conduise à un accroissement du déficit de la balance des paiements courante ou du déficit budgétaire. Cela résulte simplement du fait que les dépenses sont inscrites « au-dessus de la ligne » alors que les ressources sont « en dessous ».

La première composante est l'« effet boule de neige ». Cet effet est d'autant plus important que le taux d'endettement soit élevé. La seconde est l'effet « déficit ». Etant donné que les taux d'intérêt moyens auxquels les PPTE s'endettent sont extrêmement

¹⁰ Bougoin et Raffinot, 2002 ; Serieux, 2001.

faibles (en 2000, ils se situent entre 0,75 et 2 %, sauf pour la Bolivie et le Honduras), on s'attend à ce que la première composante soit toujours négative. En fait, ce n'est pas le cas pour une série de pays (Burkina Faso, Cameroun, Guinée Bissau, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tome, Sénégal, Zambie et Tchad) en raison de taux de croissance extrêmement faibles. On rappelle que la croissance est mesurée ici en valeur (à prix courants) et non en volume (à prix constants), et en dollars puisque la plus grande partie de la dette est libellée dans cette devise. La faiblesse de la croissance reflète donc aussi la faiblesse des monnaies locales par rapport au dollar.

Quelle que soit la pertinence de ces problèmes de mesure, il n'en reste pas moins que la faiblesse du taux de croissance joue un rôle majeur dans la soutenabilité de la dette des PPTE. Easterly (2002) a montré que l'effondrement de la croissance après 1975 et l'absence d'ajustement qui a suivi sont une des explications de la crise d'endettement des années 80 et 90.

L'analyse qui précède demeure limitée à plusieurs titres. Le problème d'endettement des PPTE est avant tout un problème de dette publique, et non de dette extérieure. Il conviendrait donc de remplacer le déficit de la balance courante primaire par le déficit budgétaire primaire, et le ratio dette extérieure sur PNB par le ratio dette publique sur PNB. Malheureusement, et l'hypothèse selon laquelle le déficit extérieur refléterait le déficit budgétaire, en raison de la faiblesse de l'épargne privée semble trop peu robuste pour permettre d'assimiler soutenabilité de la dette extérieure et de la dette publique. Par ailleurs, le rôle de l'instabilité des ressources n'est pas pris en compte ici, alors qu'il joue sans doute un rôle important dans l'apparition des crises d'endettement des PPTE.

I-1-2 La délimitation de l'étude

I-1-2-1 Les Pays Moins Avancés

➤ Qu'entend-on par PMA.

Depuis 1971, les Nations Unies reconnaissent les Pays moins avancés (PMA) comme étant le « maillon le plus faible et le plus pauvre » de la communauté internationale. Ils sont extrêmement désavantagés dans leur processus de développement et risquent de ne pas pouvoir s'extirper de la pauvreté plus que les autres. À ce titre, les PMA nécessitent un appui spécial de la part de la communauté internationale.

➤ Combien de pays comptent les PMA?

Quarante-neuf (49) pays sont actuellement classés parmi les PMA par les Nations Unies. Géographiquement, ils se distribuent comme suit:

- Afrique (33 pays) : l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le

Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Togo, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.

- * Asie et Pacifique (15 pays) : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, Kiribati, la République démocratique populaire Lao, les Maldives, le Myanmar, le Népal, le Samoa, les Îles Salomon, le Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu et le Yémen.
- Amérique latine et les Caraïbes (1 pays) : Haïti.

I-1-2-2 Les caractéristiques des PMA

➤ Quels sont les critères qualifiant un pays comme faisant partie des PMA?

Le Comité des politiques de développement de l'ONU (CDP) utilise les critères suivants pour identifier les PMA:

- Un revenu bas, mesuré en fonction du revenu moyen par personne calculé sur trois ans. Un revenu moyen inférieur à 745 dollars des États-Unis par personne, par an est pris en considération pour que le pays soit inclus dans la liste des PMA et doit être supérieur à 900 dollars des États-Unis pour que le pays soit admis au retrait de cette liste.
- Des ressources humaines faibles, mesurées par des indicateurs de nutrition, de mortalité infantile en dessous de cinq ans; nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement secondaire; et taux d'alphabétisme des adultes.
- Une vulnérabilité économique élevée, mesurée en fonction de la taille de la population; éloignement; diversité des produits exportés, part de l'agriculture, de l'industrie forestière et des pêcheries dans l'économie; instabilité de la production agricole; instabilité des exportations de marchandises et de services; et privation de logement due aux catastrophes naturelles.

Pauvreté et localisation géographique : une forte hétérogénéité entre les régions.

LES 49 PAYS LES MOINS DEVELOPPES AU MONDE



Liste établie par le Département de l'information des Nations Unies
DP/2346 Imprimé en juin 2004
Zones frontalières litigieuses corrigées en avril 2003

Afrique

- | | | |
|------------------------------------|----------------------|--------------------------|
| Afrique | » Guinée équatoriale | » Mali* |
| » Angola | » Érythrée | » Mauritanie |
| » Bénin | » Éthiopie* | » Mozambique |
| » Burkina Faso* | » Gambie | » Niger* |
| » Burundi* | » Guinée | » Rwanda* |
| » République centrafricaine* | » Guinée-Bissau** | » São Tomé-et-Principe** |
| » Tchad* | » Lesotho* | » Sénégal |
| » Comores** | » Libéria | » Sierra Leone |
| » République démocratique du Congo | » Madagascar | » Somalie |
| » Djibouti | » Malawi* | » Soudan |

Source : Liste établie par le Département de l'information des Nations Unies DPI/2346
Imprimé en juin 2004 Zones frontalières litigieuses corrigées en avril 2003

I-2 ANALYSE DE L'ENDETTEMENT

L'économie de développement est un ensemble de théorie économique cherchant les causes du sous-développement et les voies pour en sortir.

I-2-1 Des analyses déjà effectuées

- Le General Accounting Office des Etats-Unis a exprimé très tôt (GAO, 2000) la préoccupation selon laquelle la dette des PPTE pourrait redevenir insoutenable après réduction. La Figure 1(soutenabilité de la dette) présente différentes hypothèses de projection. Comme on le voit, toutes les projections effectuées concluent à une insoutenabilité croissante de la dette des PPTE (que ce soit sur la base des tendances passées, d'une annulation pure et simple de la dette multilatérale, ou bien d'un remplacement de 50 % des nouveaux prêts par des dons).

La Banque mondiale (ou sa filiale, l'Association Internationale pour le Développement ou IDA d'après le sigle anglais) et le FMI ont effectué une étude générale¹¹, et des études détaillées par pays. L'étude porte sur 22 pays et montre que le ratio VAN de la dette sur exportations pourrait se réduire progressivement pour atteindre 95 % en 2015. 9 pays resteraient constamment en dessous du seuil de 150 %, 4 autres ne passeraient qu'une seule année au-dessus du seuil et 6 autres dépasseraient le seuil pendant cinq ans au moins. A long terme, tous les pays, sauf la Bolivie, verraient leurs ratios se réduire.

D'après les auteurs mêmes de l'étude, cette projection repose sur des hypothèses optimistes. La croissance moyenne des exportations passerait de 4,6 % dans les années quatre-vingt-dix à 8,6 % ; les termes de l'échange connaîtraient une croissance de 0,5 % (contre une baisse de – 0,7 % auparavant) ; les nouveaux emprunts ne représenteraient plus que 5,5 % du PIB contre 9,5 auparavant (du fait de l'augmentation de la part des dons) ; enfin, l'élément-don moyen passerait de 30 à 58 %. Comme le notent Birdsall et Williamson au sujet de ces projections : « They are what one can hope will happen, under favourable conditions, rather than what one can have confidence will materialize ». Encore la référence aux années quatre-vingt-dix peut-elle induire en erreur, car les taux de croissance à long terme du PIB et des exportations sont encore inférieurs, comme le montre Serieux.

- L'approche territorialisée, comme outil de lutte contre la pauvreté, est déjà bien implantée dans certains pays (dans la plupart des régions du Québec comme par exemple). En effet, plusieurs groupes se tournent vers cette opportunité de financement comme solution temporaire à leur problème de sous financement. Malgré cela, les groupes communautaires semblent être assez divisés sur la question. Il existerait 3 grandes tendances :
 - Les réfractaires : il n'y a rien de bon là-dedans ;
 - Les détourneurs : il est possible d'utiliser les ATI pour nos buts de justice sociale ;
 - Les donneurs de chance au coureur : Il est trop tôt pour juger, on évaluera plus tard.

¹¹ IDA et FMI, 2001

➤ A qui profite alors la dette ?

- Dans la modernisation de la production pour exporter davantage de matières premières : mégaprojets énergétiques ou infrastructurels (barrages, centrales électriques, routes, etc.). Notons que ces projets sont souvent dénoncés pour leur inadaptabilité (c'est la fameuse appellation "d'éléphants blancs"...) ou alors pour leur seul intérêt commercial vis à vis des multinationales. Ainsi, la ligne haute tension de 1900 km reliant le barrage d'Inga jusqu'au Katanga au Congo-Kinshasa et alimentant en énergie l'extraction de minerais, n'apporte même pas l'électricité aux villages qu'elle survole. Autres exemples récents : le pipe-line Tchad/Cameroun d'une longueur de 1000 km ou le pharaonique barrage des trois Gorges en Chine. Le but est d'améliorer le rendement d'exploitation de matières premières, souvent au profit de multinationales occidentales.¹²
- Dans l'achat de produits occidentaux : armes, outils, denrées... ne sont pas toujours bon marché ni adaptés aux besoins locaux¹³.
- Dans le détournement par des réseaux politico-mafieux locaux ou internationaux. Exemples : la fortune de Mobutu Sese Seko, dictateur à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans, était estimée au moment de son décès à 8 milliards de dollars, soit l'équivalent des deux tiers de la dette de son pays. En 1986, la dette extérieure d'Haïti s'élevait à 750 millions de dollars lorsque la famille Duvalier, qui a gouverné d'une main de fer pendant trente ans, a pris la fuite vers la Côte d'Azur française avec une fortune évaluée à plus de 900 millions de dollars. En Indonésie, la fortune de la famille du président Suharto était estimée à 40 milliards de dollars au moment où il a été chassé du pouvoir en 1998 après 32 ans de règne. Quand le FMI et la Banque Mondiale prêtent de l'argent à des pays dirigés par des tyrans notoires, ils se doutent bien que de nombreux emprunts alimentent des comptes en Suisse ou à Monaco.
- Dans le remboursement de la dette passée, tout simplement. Malgré tout, ce système continue. Il continue parce que les emprunts et la dette étaient bénéfiques et le sont toujours aux acteurs dominants du capitalisme mondial : les dirigeants des pays du Sud, des banques du Nord et des pays industrialisés.
- Bénéfices pour les dirigeants des pays du Sud
Les prêts permettent un accès immédiat et aisé à de grosses sommes d'argent. C'est le jeu de la "patate chaude"¹⁴

¹² Brochure A qui profite l'aide au développement ?, Les renseignements généraux

¹³ Les dossiers noirs des associations Survie et Agir ici

¹⁴ «A moi l'argent ici et maintenant, au prochain le remboursement.

- Bénéfices pour les banques du Nord

L'argent revient, en partie, dans les banques (remboursements + intérêts + détournements) et peut être réinvesti ou prêté ailleurs. Selon la Banque Mondiale, le total des remboursements des PED de 1980 à 2004 s'élève à 5 300 milliards de dollars. Or, en 1980, la dette était de 540 milliards de dollars, et, en 2004, de 2 600 milliards de dollars.

Conclusion : pour 1 dollar emprunté en 1980, les PED ont remboursé presque 10 dollars et doivent encore 5 dollars. Ceci permet de dire que le marché de la dette est juteux pour les banques.

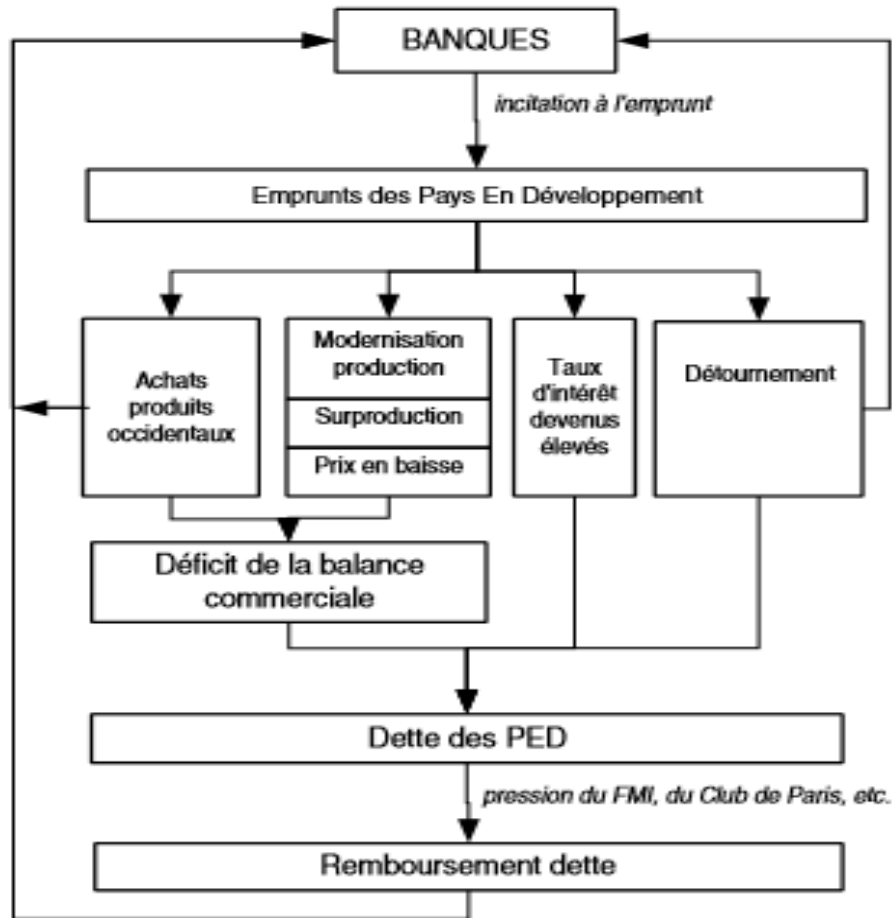
Autre exemple : en 2003, les dépôts en liquidité des habitants des PED dans les banques du Nord s'élevaient à 1 400 milliards de dollars environ. Dans le même temps, les prêts de ces mêmes banques aux PED se chiffraient à 700 milliards de dollars environ. Les PED jouent donc le rôle de créanciers des banques du Nord.

- Bénéfices pour les pays industrialisés

Les emprunts et les politiques d'ajustement structurel n'ont seulement ouvert des marchés pour les produits d'exportation du Nord, mais la dette constitue également un instrument politique intéressant ; si un État du Sud menace de ne plus payer, il suffit de menacer ses dirigeants de geler leurs fortunes placées dans des banques occidentales. C'est pourquoi la dette peut être considérée comme un outil de néo-colonisation. Un exemple: Depuis la crise de 1994, les revenus des exportations de pétrole du Mexique transitent par un compte situé aux États-Unis, et un magistrat américain a l'autorisation de bloquer les flux de ce compte vers le Mexique si ce pays ne rembourse pas sa dette. Les États ainsi dominés par le FMI perdent leur souveraineté. Comme l'explique Eric Toussaint du CADTM, la dette est un formidable outil politique : « imaginons que je possède une banque occidentale et que je souhaite gagner un marché dans un pays en développement. Pour cela, je propose au chef d'Etat d'un PED qu'il effectue un emprunt dans ma banque au nom de son Etat, en contrepartie de quoi je déposerai dans le même temps sur des comptes ouverts dans ma banque une partie des sommes que j'ai prêté à son État et qui deviendront sa propriété personnelle. Cette incitation à la corruption est très intéressante pour ma banque. D'une part, une partie des montants que j'ai prêtés revient dans ma banque et peut donc être répétée à d'autres clients. D'autre part, si un jour le chef d'État en question considère que la dette de son pays ne peut plus être remboursée, je peux utiliser les sommes déposées, sans statut légal, dans les coffres de ma banque comme moyen de pression sur lui, pour qu'il reprenne les paiements. Il s'agit là d'une pratique systématique dans les milieux bancaires internationaux.

La spirale de la dette

Voici une tentative pour résumer les mécanismes de la dette :



Source : Les renseignements généraux-Octobre 2016

➤ Une approche par la théorie des ensembles flous

Une solution a été proposée par de Mussard et Pi Alperin (2005) et de Diallo et Hamani (2010) en adoptant une approche totalement différente basée sur la théorie des ensembles flous. Ces derniers se sont inspirés des travaux de Dagum et Costa (2004) pour étudier le niveau de la pauvreté (au Sénégal successivement en 1994 et 2001). Cette méthode tente de surmonter deux difficultés : d'une part, la réalité du caractère multidimensionnel de la pauvreté impose la prise en compte d'autres paramètres que la seule absence de ressources, notamment des difficultés liées à d'autres domaines de la vie quotidienne (le logement, la santé, l'éducation, l'alimentation, les loisirs, etc.). Et d'autre part, cette méthode est bien adaptée à l'étude des situations dont les connaissances sont imparfaites (incertaines et imprécises), admettant ainsi qu'il n'existe pas de critère précis pour distinguer quels éléments appartiennent ou non à un ensemble a priori. Cette méthode permet de construire un indice comprenant les différentes dimensions (ou attributs) de la pauvreté et non d'établir une segmentation de la population (pauvre et non

pauvre). Une approche multidimensionnelle parce que dans la conception qui a été retenue dans les programmes de lutte contre la pauvreté, l'Union européenne (U.E) définit comme pauvres « *les individus, les familles et les groupes de personnes dont les ressources matérielles, culturelles et sociales sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minima acceptables dans l'état membre dans lequel ils vivent* »¹⁵. Cette définition très intuitive, même si elle s'appuie initialement sur la notion de minimum vital, reste imprécise et laisse un large espace aux interprétations. Pour rendre sa définition opérationnelle, l'U.E a fixé le seuil minimum acceptable à 50 % du revenu moyen disponible par habitant. Elle se place donc dans le cadre d'une approche monétaire, puisqu'elle est fondée sur la seule connaissance du revenu, et relative, puisque la ligne de pauvreté se construit en référence au revenu de la population¹⁶. Dans les pays en développement le seuil retenu est un agrégat de consommation par équivalent adulte basé sur les dépenses, donc en référence au revenu. Cette approche, bien que unidimensionnelle, permet de construire un classement des ménages selon leur niveau de pauvreté. Toutefois, l'approche de la pauvreté par le revenu fait l'objet de plusieurs critiques.

Les résultats de l'estimation de la pauvreté monétaire sur la période allant de 2002 à 2006 au Sénégal montrent une baisse significative de la pauvreté de 10 %. Cependant, selon l'Enquête sur la perception de la pauvreté au Sénégal (EPPS) réalisée en 2006, et portant sur le même échantillon que celui de l'ESP, près de deux tiers des ménages estiment que la pauvreté a augmenté dans leur communauté durant cette même période. Elle révèle un écart entre l'incidence de la pauvreté calculée selon un seuil de pauvreté monétaire et la perception que les populations ont elles-mêmes de l'évolution de leurs conditions de vie. Les ménages estiment être privés d'un certain nombre de besoins nécessaires à une vie décente. L'approche de la pauvreté s'avère donc insuffisante.

La méthode multidimensionnelle fondée sur la théorie des ensembles flous permet ainsi d'identifier les aspects dominants de la pauvreté et de fournir les éléments appropriés à l'élaboration de politiques socio-économiques visant à réduire cet état de fait. Le choix de ce type d'analyse peut aussi se justifier par le fait que la distinction entre pauvres et non pauvres n'est pas aussi tranchée, et qu'il existe, de surcroît, une transition graduelle entre un état de pauvreté extrême et des conditions de vie excluant toute idée de pauvreté.

➤ Une approche économétrique

Les déterminants de la pauvreté subjective.

La recherche des déterminants des dimensions de la pauvreté exige de spécifier, avant tout, un cadre économétrique adapté. Il est proposé un modèle dichotomique à partir duquel il est possible de mettre en évidence les déterminants de la pauvreté des ménages après spécification des variables explicatives, en nous basant sur la décomposition des différents

¹⁵ Vero et Werquin, 1998

¹⁶ Milano, 1992

indicateurs FTG en fonction des caractéristiques des ménages. L'objet de cette étude est d'analyser les facteurs déterminants de la pauvreté monétaire des ménages aux pays pauvres. La variable dépendante retenue est l'appartenance du ménage à l'une des deux catégories, pauvre ou non pauvre, en fonction de son revenu et par rapport au seuil de pauvreté retenu. Plusieurs travaux du Programme des Nations Unies pour le Développement, en particulier dans les pays en développement en collaboration avec les gouvernements respectifs qui ont utilisé cet indicateur. On peut citer, entre autres, le Congo, la République Centrafricaine, le Sénégal. Le choix des variables explicatives telles que le milieu de résidence (MIL), l'âge (AGE), le sexe du chef de ménage (SEXE) et l'éducation (EDUC), aussi que l'emploi (EMP) soient presque toujours retenues dans les études empiriques, la pertinence de nombreuses variables dépend de la situation du pays et des données disponibles.

Tout individu de l'échantillon est considéré comme pauvre ou non selon sa position par rapport au seuil de pauvreté (variable dichotomique). Le modèle dichotomique probit admet pour variable expliquée non pas un codage quantitatif associé à la réalisation d'un événement (comme dans le cas de la spécification linéaire), mais la probabilité d'apparition de l'événement conditionnellement aux variables exogènes.

I-2-2 Les théories de l'endettement : point de vue keynésienne et néoclassique

➤ Le consensus de Washington n'a pas réglé les problèmes d'endettement

Le plan Brady mis en œuvre en 1989 marque pour certains la fin de la crise de la dette des années 1980. Pourtant, malgré les remboursements effectués pendant dix ans, la dette des PED a plus que doublé et s'élève en 1990 à 1450 milliards de dollars. En fait, ce plan permet aux PED d'accéder à nouveau aux marchés de capitaux internationaux. Pour ce faire, ils ont dû accepter d'ouvrir leurs économies afin d'attirer les capitaux étrangers. Les mesures préconisées s'agissent d'assurer une parfaite mobilité des capitaux et de garantir les droits des investissements directs étrangers (IDE) afin de permettre aux PED d'investir davantage que leur épargne sans creuser le déficit des paiements. Dans les faits, la libéralisation des mouvements de capitaux a accru leur volatilité et augmenté l'instabilité financière. Dans les pays ayant une santé économique précaire, la libéralisation financière s'est traduite par des sorties massives de capitaux. Les pays qui présentaient des situations macroéconomiques saines n'ont pas été épargnés (comme les tigres asiatiques). Il aura suffi d'une attaque spéculative sur le baht thaïlandais en 1997 pour que les économies émergentes de la région soient à leur tour touchées de plein fouet. Comme l'a très bien montré Keynes dans le *chapitre 12 de sa Théorie générale*, les agents économiques intervenant sur les marchés financiers ont des comportements moutonniers si bien que les anticipations formulées ont bien souvent un caractère auto réalisateur. Ainsi, lorsque l'économie thaïlandaise a commencé à vaciller, les investisseurs ont craint que cette crise ne se propage aux pays voisins et ont décidé de retirer au plus vite leurs capitaux, sans qu'aucune barrière ne les y en empêche, précipitant ainsi des pays tels que l'Indonésie ou la Corée du sud vers la crise qu'ils redoutaient. Depuis le Mexique en 1994, les

crises financières des pays émergents ont toutes pour origine des mouvements de capitaux privés massifs et volatiles caractéristiques de la libéralisation financière et ont touché des pays ayant des régimes de change fixe, rendant de ce fait toute politique monétaire inefficace. Afin de retrouver des marges de manœuvre, les pays en crise doivent se résigner à laisser flotter leur monnaie (puisque le consensus de Washington impose la libre circulation des capitaux) qui se déprécie alors à grande vitesse et se traduit par une hausse importante du stock de la dette. Les IDE sont censés favoriser les transferts de technologie et de compétences du Nord vers le Sud. Si les IDE en direction des PED ont effectivement connu une forte progression dans les années 1990, on constate qu'une part croissante de ces flux prend la forme de fusions ou d'acquisitions d'entreprises existantes et ne consiste donc pas en des investissements productifs.

Au total, l'application du consensus de Washington, loin de résoudre la crise d'endettement des années 1980, a participé à l'apparition de celle des années 1990. Les pays émergents ont à nouveau vu le fardeau que constitue leur dette extérieure s'alourdir, accroissant leur dépendance vis-à-vis des créanciers. Les pays les plus pauvres, qui n'ont pas accès aux marchés internationaux de capitaux, ont toujours autant de difficultés à assurer le remboursement de leur dette, si bien que les IFI commencent à intégrer l'idée que des annulations de dette sont nécessaires.

➤ Le consensus de Washington a accru la pauvreté et les inégalités

Le consensus de Washington n'a pas permis de sortir de la spirale de la dette dans laquelle les PED ont été enfermés depuis vingt ans. Les mesures imposées au moyen des plans d'ajustement structurels ont, de leur côté, eu des conséquences dramatiques sur la situation macroéconomique des PED. L'austérité budgétaire se traduit par une réduction drastique des dépenses sociales (éducation, santé, logement, infrastructures) qui ne sont pas rentables à court terme. A cela s'ajoute des licenciements de fonctionnaires et le gel, voire la réduction, des salaires. Du côté des recettes, la politique fiscale favorise, selon le credo libéral, les couches les plus aisées de la population qui peuvent ainsi constituer l'épargne nécessaire au financement des investissements productifs. Dans les faits, on appauvrit un peu plus les classes sociales défavorisées et on permet aux classes aisées, grâce à la libéralisation des mouvements de capitaux, de placer leur épargne à l'étranger, renforçant ainsi la dépendance financière des pays endettés. De plus, les privatisations imposées, si elles permettent de réduire le déficit budgétaire, participent à la recolonisation économique des PED. Pratiquement, le retour à l'équilibre budgétaire vise à limiter l'endettement de l'Etat afin que le remboursement de la dette publique intérieure ne se substitue pas à celui de la dette publique extérieure. La politique monétaire orthodoxe, basée sur des taux d'intérêt réels élevés, permet d'attirer des capitaux internationaux qui s'avèrent être largement spéculatifs. L'investissement intérieur est découragé car les coûts sont trop importants et la rentabilité plus qu'aléatoire, ce qui a des répercussions sur le niveau de la production nationale. L'absence d'investissements publics permettant notamment d'améliorer les infrastructures aggrave la situation. De plus, des taux d'intérêt élevés

augmentent la charge de la dette publique interne de l'Etat et creusent le déficit budgétaire que l'on est censé résorber, d'où une nouvelle vague de réduction des dépenses publiques. En matière commerciale, la logique libérale a également fait des ravages. Les subventions aux produits de base (pain, riz, lait, sucre, combustible,...) mises en œuvre par les gouvernements des PED afin de pallier l'inexistence d'un revenu minimum garanti sont supprimées sur ordre du FMI et de la Banque mondiale, ce qui provoque des émeutes dans les pays concernés. La déréglementation et l'ouverture totale des marchés aggravent les problèmes des PED. Loin de favoriser le consommateur en faisant baisser les prix, ces mesures permettent surtout aux firmes multinationales de conquérir des parts de marché en inondant les PED de produits subventionnés, en violation des règles édictées par l'OMC, et en entraînant ainsi la disparition des producteurs locaux. La baisse des prix promise se transforme alors souvent en hausse, engendrant ainsi inflation et chômage.

Afin de se procurer les devises nécessaires au remboursement de leur dette, les PED doivent accroître leurs exportations. Ainsi, conformément à la théorie classique, ils se spécialisent dans les quelques produits pour lesquels ils ont des avantages comparatifs (produits agricoles : le coton, le café, le cacao ou matières premières comme le pétrole, le gaz naturel, le cuivre, etc.) et délaissent les cultures vivrières destinées à l'alimentation des populations locales. Leur économie est alors largement dépendante de la demande mondiale, ce qui en accroît l'instabilité. Selon la même logique, les IFI imposent aux pays endettés de dévaluer leur monnaie afin de rendre leurs produits exportés plus compétitifs sur le marché mondial et d'engranger ainsi plus de devises. Dans ce cas, l'offre de produits exportés augmente fortement et si, comme c'est généralement le cas, la demande mondiale ne suit pas, il en résulte pour les PED une chute du cours de ces produits et donc une baisse de leurs recettes d'exportation. Dans le même temps, les produits importés par les PED voient leurs prix s'envoler, d'où un déséquilibre croissant des échanges courants. Et par la suite, la dette s'explode.

PARTIE II : PARTIE OPERATIONNELLE
« RELATION ENTRE DETTE ET PAUPERISATION »

Chapitre I : QUID DE LA PAUPERISATION-ENDETTEMENT

II-1-1 Manifestation de la dette dans les pays moins avancés

L'attaque d'endettement que nous vivons actuellement a débuté en août 1982 lorsque le Mexique décidait de suspendre le paiement de ses intérêts qu'il devait au titre du service de sa dette. Et à la suite du Mexique, de nombreux pays vont se retrouver en cessation de paiement aussi.

A partir de la fin des années 1960, un double laxisme est intervenu :

- ✓ le recyclage des eurodollars et des pétrodollars;
- ✓ les politiques inflationnistes menées par les pays industrialisés

1°) Le recyclage des eurodollars et des pétrodollars

Des créanciers ont développé une activité de prêt aux pays du Tiers monde en ayant à faire face au recyclage des eurodollars et des pétrodollars. Cette activité s'est révélée d'autant moins dure, la concurrence interbancaire faisait douleur violente : il fallait absolument octroyer des crédits pour pouvoir rémunérer les placements des pays exportateurs de pétrole. Alors, les gouvernements dans les pays du Nord ont d'ailleurs beaucoup incité leurs entreprises à investir dans les pays du Sud¹⁷ en garantissant ces investissements avec de l'argent public. Ainsi, les firmes du Nord étaient gagnantes quant à la rentabilité de ces investissements.

Du côté des Etats des PED, les crédits obtenus n'ont été utilisés rationnellement. Deux cas peuvent être leurs responsables :

- soient certains dirigeants du Sud ont détourné des sommes considérables à leur profit, si bien qu'aujourd'hui de nombreux pays doivent rembourser les dettes contractées par d'anciens dictateurs alors que ceux-ci profitent en toute impunité de fortunes illégalement acquises, et bien souvent avec la complicité des créanciers.
- Soient les gouvernements des pays débiteurs se sont lancés dans des programmes d'investissement à la rentabilité plus que douteuse et trop souvent inadaptés aux besoins locaux au lieu de financer des investissements plus productifs. Alors que ces derniers sont les seuls susceptibles de renforcer la capacité exportatrice du débiteur et de générer les flux de devises nécessaires au remboursement de la dette.

2°) Les effets des politiques inflationnistes menées par les pays industrialisés

Premièrement, elles se sont traduites, au début des années 1980, par une poussée des taux d'intérêt très préjudiciable aux pays endettés. Le taux d'intérêt le plus utilisé pour les opérations en dollars sur le principal marché d'eurodevises¹⁸ est passé de 11% à 20% entre 1979 et la moitié de 1981.

¹⁷ Les Etats des pays débiteurs étaient considérés comme ne pouvant être défaillants

¹⁸ Le marché d'eurodevises. London Interbank Offered Rate ou LIBOR

Deuxièmement, elles représentent un ralentissement très sensible de l'économie mondiale. Ceci a entraîné une diminution des exportations des PED et une baisse des cours des matières premières, d'où une pénurie en devises est apparue pour les débiteurs et tous les ingrédients mène à un défaut de paiement des pays du Sud étaient réunis. La situation n'a cessé de se dégrader depuis 1982.

D'après la Banque mondiale, la dette des PED s'élève en 2001 à environ 2450 milliards de dollars tandis qu'elle était d'environ 560 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps, les PED ont remboursé 3400 milliards de dollars (à titre d'intérêt ou d'amortissement). Ainsi, les pays du Sud ont remboursé six fois leur dette de 1980 pour se retrouver quatre fois plus endettés. Cette dette avait été multipliée par douze entre 1968 et 1980.

Les effets de la dette (qui sont autant d'arguments en faveur d'une approche nouvelle de la dette).

- Financiers. Il est irréaliste de penser que la dette de ces pays puisse un jour être payée. Par exemple, pour l'Afrique sub-saharienne, en 1996, le ratio dette/exportations était de 236,9 %4. Le double de ses revenus d'exportation serait nécessaire pour rembourser la dette

- Sociaux. Souffrances imposées aux personnes les plus vulnérables par les PAS : suppression des subventions gouvernementales à la consommation, coupes dans les budgets sociaux, détérioration des services publics, manque d'investissements, enrichissement des élites grâce aux privatisations, creusement des écarts entre les classes sociales, instabilité politique.

- Effets "boomerang" : Chocs en retour dans les pays du Nord : (à développer)

- * environnement. Tant que la dette étrangle les pays endettés, ils ne feront pas d'investissement dans ce domaine.

- * drogue. Elle rapporte beaucoup plus que n'importe quel produit d'exportation légale.

- * immigration due au chômage.

- * échange commerciaux. Avec le service de la dette, les pays de la périphérie ralentissent les importations de marchandises. Or la production et la commercialisation de ces marchandises représentent des emplois dans les pays industrialisés, d'où des effets sur l'emploi.

II-1-2 Etude de l'effet de l'endettement sur la vie de la population dans les pays moins avancés

Le fait de ne pas savoir soutenir la dette génère de la pauvreté en pérennité. La capacité de l'Etat à honorer ses services de la dette se mesure par sa solvabilité à temps et sans recours supplémentaire. Pour accomplir ceci, il faut que des bonnes conditions financières soient en place : il faut que le taux de rentabilité de l'investissement issu de la dette, soit supérieur au

taux d'intérêt. Par contre, la plupart des pays en développement sont victimes de la mauvaise gestion de la dette.

- Des effets négatifs du financement

Le débat sur l'effet négatif de l'aide sur l'épargne nationale est ancien et a donné lieu à une vaste littérature.

En dépit d'une absence de soubassement théorique, l'analyse économétrique montre souvent en effet une relation négative entre les flux d'aide extérieure et l'épargne intérieure. Une telle corrélation peut s'expliquer aussi par des facteurs tiers. Des contributions récentes ont permis d'approfondir le débat, en le centrant non plus sur l'épargne en général mais sur les finances publiques.

Chapitre II : FONDEMENT DES RESULTATS FOURNIS

II-2-1 Analyse des résultats obtenus

Que signifie l'endettement pour les PED, quelle contribution fait-il à la connaissance humaine, donne-t-il de nouvelles perspectives et suggère-t-il de nouveaux mécanismes ? Telles sont les questions que nous allons essayer de répondre ci-dessous.

Il apparaît d'abord que la pauvreté est plus répandue là où la fécondité est très élevée. Cette relation a déjà été soulignée par divers auteurs, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne.

les encouragements d'une action axée sur la population

Les PMA ne sont pas à même d'atteindre l'objectif qui consiste à réduire de moitié la partie de la population se trouvant dans un état de pauvreté extrême (les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour)

- 277 millions de personnes, soit 36 % de la population, vivent avec moins de 1 dollar par jour
- Trente et un pour cent de personnes sont sous-alimentées par rapport à 17 % dans les autres pays en développement.

II-2-1-2 Les PMA et la bonne gouvernance

Quatre points sont à souligner : - depuis 2001, il y a eu moins de conflits dans les PMA.

- les élections sont quasiment universelles.
- des progrès ont été accomplis dans la réforme de la justice et de la législation
- une attention accrue est accordée à l'État de droit

II-2-1-3 Les PMA et la création des capacités humaines et institutionnelles

Les femmes issues des PMA ont une chance sur 16 de mourir en couche ; par comparaison, ce chiffre est de un sur 3 500 en Amérique du Nord.

Un enfant né dans un PMA a 26 fois plus de chance de mourir avant son 5^{ème} anniversaire qu'un enfant qui est né dans un pays développé

En Afrique subsaharienne, il y a actuellement 4,1 millions de personnes frappés du sida qui ont un besoin immédiat de médicaments antirétroviraux capables de leur sauver la vie.

La malaria tue un enfant africain toutes les 30 secondes.

Quarante-six pour cent des filles dans les pays pauvres n'ont pas accès à l'enseignement primaire.

Il n'y a que 94,3 chercheurs scientifiques par million de personnes dans les PMA contre 313 dans les autres pays en développement et 3 728 dans les pays riches.

II-2-1-4 Les PMA et la création de capacités productives

Les PMA possèdent le nombre d'infrastructures matérielles le moins élevé du monde :

- La consommation d'électricité par habitant dans les PMA était de 7 % du niveau atteint dans les autres pays en développement et de 1,6 % de celui atteint dans les pays de l'OCDE.
- Seulement 16 % de la population des PMA ont accès à l'électricité par comparaison à 53 % dans les autres pays en développement.
- Vingt-deux pour cent des routes sont asphaltées dans les PMA par comparaison à 43% dans les pays en développement et 88 % dans les pays de l'OCDE.
- La part du marché mondial du tourisme représentée par les PMA est de l'ordre de 1%; le nombre de visiteurs dans les PMA a augmenté de 48 % entre 2000 et 2005.

II-2-1-5 Les PMA et l'amélioration du rôle du commerce dans le développement

Les PMA représentent un quart du nombre de pays dans le monde et possèdent un dixième de la population mondiale, mais leur part dans les exportations mondiales est inférieure à 1 %. En faisant baisser les prix mondiaux, les subventions agricoles dans les pays développés privent les PMA de revenus et augmentent la pauvreté des petits exploitants agricoles dans les PMA.

Les produits provenant des PMA disposent d'un accès préférentiel aux marchés des États-Unis, de l'Union européenne et de certains pays en développement. Pour la plupart des PMA, les exportations vers ces marchés n'ont pas augmenté dans des proportions importantes en raison, d'une part, de l'exclusion des marchandises qu'ils sont capables de produire à des conditions compétitives, et, d'autre part, des barrières non tarifaires et du manque de capacité à produire dans les PMA

L'impact des PAS est fortement critiqué. Le but du FMI n'est pas d'atténuer les effets de la crise économique sur les populations les plus fragiles, mais de garantir aux créanciers le fait que les remboursements seront effectués en priorité. Ainsi, en 1997, le FMI a prêté 105 milliards de dollars en Asie, 31 en Turquie en 1999, 21 en Argentine en 2001... qui sont immédiatement ressortis du pays en direction de leurs riches créanciers. Le FMI propose aux pays endettés ayant des difficultés financières (et donc à qui plus personne ne veut prêter sans garantie) d'apporter sa garantie, afin de lui permettre l'accès aux capitaux internationaux. Mais à une condition : la mise en place, dans ce pays, d'un Plan d'Ajustement Structurel dont le but

est de dégager des ressources financières pour le remboursement des prêts. Les principales mesures sont :

- abandon des subventions aux produits et services de première nécessité : pain, riz, lait, sucre, combustible... ;
- austérité budgétaire et réduction des dépenses, en général baisse drastique des budgets sociaux “non-productifs” (santé, éducation, subventions aux produits de base) ;
- dévaluation de la monnaie locale ; taux d’intérêt élevés, pour attirer les capitaux étrangers avec une rémunération élevée ;
- production agricole toute entière tournée vers l’exportation (café, coton, cacao, arachide, thé etc.) pour faire rentrer des devises, donc réduction des cultures vivrières et déforestation pour gagner de nouvelles surfaces ; ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières ; libéralisation de l’économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes ; fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d’une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital ; privatisations massives des entreprises publiques,...

II-2-2 Recommandations et mise en œuvre

Les PED sont tombés dans l’engrenage de l’endettement qui avait porté un faux masque comme des mannes auparavant. Cet endettement même a augmenté la vulnérabilité des PED, un avis est donc donné : *« Il est plus prudent de chercher à limiter le fardeau de la dette car lorsque cette dernière n’est pas soutenue, elle commence à avoir des impacts négatifs »*.

Pour cesser d’être un PMA, le pays doit atteindre les niveaux minima imposés afin d’être admis au retrait de la liste pour au moins deux des trois critères précités, ou bien son revenu par habitant doit dépasser de deux fois le niveau minimum fixé. La probabilité que le niveau de revenu ait un caractère durable doit être considérée comme élevée. Il y a une période de transition douce destinée à aider les pays admis au retrait de la liste à mettre en œuvre les ajustements nécessaires leur permettant de compenser la perte d’avantages associés au statut de PMA.

➤ Quels sont les pays ayant été admis au retrait de la liste des PMA?

Depuis que la catégorie a été établie en 1971, seuls deux pays ont été admis au retrait. Le Botswana en 1994 et le Cap-Vert en 2007. Pour les Maldives, le retrait est prévu en 2010.

II-2-2-1 Une croissance socialement favorable aux PMA

Il faut donc promouvoir une croissance socialement responsable et favorable aux pauvres, conjuguée à une croissance du PNB durable d’au moins 7 % par an, mettre en place des filets de sécurité sociaux efficaces pour les plus vulnérables, donner les

moyens à la population vivant dans la pauvreté, notamment les femmes, les enfants et les autres groupes marginalisés, de participer à la prise de décision.

- Actions menées par les PMA : soutenir les initiatives qui contribuent à rendre autonomes la population vivant dans la pauvreté, notamment les femmes et les enfants, améliorer la gestion économique, s'assurer que les bénéfices recueillis de la croissance profitent aux pauvres, accroître l'accès aux services sociaux et à l'activité économique, développer les liens entre l'agriculture et les petites entreprises, encourager sur une vaste échelle la population à participer au développement.
- Actions menées par les partenaires du développement : augmenter l'autonomisation et l'implication des PMA dans les stratégies de développement, soutenir de manière accrue les efforts déployés par les PMA pour rendre autonomes la population vivant dans la pauvreté, seconder les efforts déployés par les PMA pour mettre en place des filets de sécurité sociaux efficaces, organiser des campagnes d'information auprès du public pour accroître la prise de conscience quant aux défis auxquels les PMA sont confrontés sur le plan du développement.

II-2-2-1 Une bonne gouvernance nationale et internationale

Concernant la bonne gouvernance aux national et international, il faut renforcer l'État de droit et la justice sociale, combattre la corruption, promouvoir et respecter, dans leur ensemble, les droits de l'homme, reconnus par la communauté internationale, promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation de la femme, accroître le rôle des PMA dans la prise de décision mondiale

- Les actions menées par les PMA sont : renforcer l'État de droit, renforcer les efforts déployés pour combattre la corruption, promouvoir et respecter, dans leur ensemble, les droits de l'homme, reconnus par la communauté internationale, faire régner la transparence au niveau des pouvoirs publics, établir un système judiciaire accessible et indépendant, mettre en œuvre des politiques nationales destinées à empêcher les conflits, promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation de la femme.
- Les actions menées par les partenaires du développement sont :
 - soutenir la participation effective des PMA au dialogue international, aux actions menées en faveur du développement, de la paix et de la sécurité, ainsi que dans la prise de décision et l'établissement des règles.
 - Fournir une aide adéquate contribuant à prévenir et à résoudre les conflits, ainsi qu'à rétablir la paix après un conflit.
 - Soutenir les efforts déployés par les PMA pour renforcer leur capacité institutionnelle à empêcher les pratiques de corruption et le blanchiment d'argent Ce qu'il faut FAIRE (création de capacités humaines et institutionnelles)
 - Accroître les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la création d'emplois

- S'assurer que tous les enfants terminent un enseignement primaire de bonne qualité
- Encourager les investissements créateurs d'emplois du secteur privé » En partenariat avec la société civile, entreprendre des actions de mobilisation sociale, de formation et d'autonomisation pour faciliter la participation des pauvres à l'activité économique.

II-2-2-2 Une création de capacités humaines et institutionnelles

Accroître les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la création d'emplois. Il faut s'assurer que tous les enfants terminent un enseignement primaire de bonne qualité. Encourager les investissements créateurs d'emplois du secteur privé » En partenariat avec la société civile, entreprendre des actions de mobilisation sociale, de formation et d'autonomisation pour faciliter la participation des pauvres à l'activité économique.

- Les actions menées par les PMA : augmenter les dépenses dans les services sociaux de base, encourager l'implication du secteur privé dans la fourniture de services sociaux, améliorer le nombre de filles inscrites dans l'enseignement primaire et secondaire tant dans les zones urbaines que rurales, promouvoir une législation ad hoc prônant une intégration et une inclusion sociales accrues, promouvoir la diversification des sources de revenu, instaurer le microcrédit et le renforcer.
- Les actions menées par les partenaires du développement :
 - augmenter l'aide au développement fournie aux PMA leur permettant de créer des infrastructures sociales et d'instaurer des services sociaux.
 - Aider les PMA à développer des filets de sécurité efficaces et des mécanismes de réaction rapide pour faire face aux catastrophes naturelles.
 - Fournir l'appui des donateurs pour renforcer véritablement les capacités nationales des PMA et NON PAS les remplacer.
 - Fournir les ressources financières et non financières nécessaires aux activités menées dans le domaine de la recherche et du développement.
 - Soutenir les PMA pour que ceux-ci puissent avoir accès aux technologies de l'information et de la communication.

II-2-2-3 La création des capacités productives

Créer un environnement favorable à l'esprit d'entreprise et à l'investissement. Augmenter les investissements privés et publics dans l'agriculture et les infrastructures. Augmenter aussi la capacité des PMA à produire et à rivaliser avec la concurrence. Octroyer un traitement spécial aux PMA en ce qui concerne l'acquisition, le transfert et le développement de technologies. Accroître l'accès aux outils modernes d'information et de communication.

- Les actions menées par les PMA : promouvoir une approche régionale et subrégionale bilatérale concernant le développement de l'infrastructure économique pour obtenir des économies d'échelle, faciliter la disponibilité d'une énergie à un prix abordable, augmenter les investissements publics et privés dans l'agriculture et les programmes consacrés aux infrastructures économiques et sociales rurales, augmenter l'accès des pauvres, en particulier des femmes, aux services d'appui et aux ressources productives, renforcer l'agriculture et les institutions chargées du développement rural
- Les actions menées par les partenaires du développement : soutenir les efforts déployés par les PMA pour mettre à niveau et développer l'infrastructure matérielle, promouvoir les liens entre les institutions chargées de la recherche et du développement dans les PMA et leurs partenaires de développement, soutenir les actions prises par les PMA pour améliorer la productivité agricole et augmenter la compétitivité, soutenir les efforts déployés par les PMA pour accroître les investissements publics et privés et le transfert de technologies écologiquement propres à des conditions favorables, seconder les efforts déployés par les PMA pour doper la production alimentaire au bénéfice des pauvres.

II-2-2-4 L'amélioration du rôle du commerce dans le développement

D'abord, intégrer le commerce dans les politiques nationales de développement. Ensuite, fournir un accès au marché exempt de barrières à tous les produits en provenance des PMA, éliminer les subventions faussant les échanges commerciaux, et affectant la compétitivité des marchandises provenant des PMA

- Les actions menées par les PMA : améliorer l'ouverture économique et la prédictibilité des politiques menées, supprimer les goulets d'étranglement institutionnel qui augmentent le coût des transactions, exploiter les opportunités en matière d'accès se présentant sur le marché, promouvoir les échanges commerciaux et la compétitivité des exportations, accroître l'intégration économique régionale.
- Les actions menées par les partenaires du développement : fournir un accès au marché totalement exempt de droits et de quotas à tous les produits en provenance des PMA, aider les PMA à accéder à l'OMC et à mettre en œuvre des accords de commerce multilatéraux, aider les PMA à diversifier leur économie et à augmenter leurs capacités productives, apporter leur appui aux accords de commerce régionaux.

II-2-2-5 La mobilisation de ressources financières

Fournir aux PMA entre 0,15 et 0,20 % du revenu national brut au titre de l'aide publique au développement (APD) avant 2010 au plus tard, annuler la dette insoutenable des PMA, donner la priorité aux PMA dans les programmes d'aide au

développement à tous les niveaux, augmenter la transparence et la responsabilisation quant à l'utilisation de l'aide.

- Les actions menées par les PMA :
 - établir des liens plus étroits entre le secteur financier et les objectifs et priorités en matière de développement,
 - instaurer des politiques visant à attirer les capitaux étrangers et juguler la fuite des capitaux, prévenir la corruption, les pots-de-vin et le blanchiment d'argent, le transfert illégal de fonds et autres activités illicites exercées par des entités tant publiques que privées,
 - renforcer la mobilisation des ressources nationales
- Les actions menées par les partenaires du développement :
 - fournir leur appui dans le but d'améliorer la mobilisation des ressources nationales dans les PMA, remplir les engagements ayant été pris en vue de dissocier l'aide apportée aux PMA (ce qui augmentera sensiblement la valeur de celle-ci),
 - Encourager les flux parallèles, y compris les flux d'investissement, à destination des PMA
 - Effectuer des progrès rapides afin que soit annulé complètement l'endettement des PMA lourdement endettés.

II-2-2-6 Autres solutions à apporter

Il faut renverser les points de vue : soulever le problème de la légitimité de la dette, en se référant à la notion de "dette odieuse". D'après le droit international, une dette est illégitime, voire odieuse, si elle a été contractée par un *gouvernement despotique*, non démocratique ou si elle a été détournée au profit de minorités corrompues, et n'a pas profité aux populations locales. Est-il normal que les populations d'Afrique du Sud, d'Argentine et d'autres pays continuent de payer la dette contractée par un régime qui les a opprimées ? Les pays du Sud font valoir cet argument ainsi que les énormes dettes historiques, humaines (esclavage, colonisation,...) et écologiques que le Nord a envers eux.

Si l'on veut un véritable développement humain, durable et juste, il faut briser ce mécanisme infernal, et pour cela :

- Il faut annuler immédiatement, totalement (et pas seulement alléger) l'ensemble de la dette extérieure publique du Tiers Monde. Cela reviendrait à exiger des différents créanciers réunis l'abandon de 5% de leurs créances. Il y a des précédents historiques (annulation en 1953 de 51 % de la dette de guerre allemande). Il faut créer des structures démocratiques pour surveiller les liens entre annulation de la dette et investissement dans le développement.

- Mener des poursuites judiciaires contre ceux qui se sont enrichis illicitement aux dépens de leur peuple et ceux qui ont été leurs complices au Nord. Exproprier les biens mal acquis et les rétrocéder aux populations locales. Comme exemple, on peut citer Mobutu dont la fortune est de 8 Milliards de \$ placés en Europe et en Afrique du Sud, alors que la dette de la République Démocratique du Congo est de 13 Milliards de \$. Un Tribunal International de la Dette doit être mis en place pour enquêter sur les biens placés au Nord, examiner les dettes odieuses, frauduleuses, illégitimes, etc... Mais surtout il faut substituer à l'économie d'endettement international un modèle de développement socialement juste et économiquement durable. Selon les mots d'Eric Toussaint, président du "Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde" : "Abolir la dette pour libérer le développement".
- Abandonner les politiques d'ajustement structurel aux effets sociaux désastreux et réformer, comme le demandent les Pays du Sud, les institutions financières internationales (FMI et BM) en introduisant une répartition plus juste des droits de vote dans ces assemblées.
- Contrôler les capitaux. Lever le secret bancaire, rendre illégaux les paradis fiscaux, taxer les transactions financières à court terme (taxe type Tobin) et affecter ces revenus à des projets de développement.
- Créer des organismes dépendant de l'ONU : Observatoire des mouvements financiers, instance d'arbitrage internationale indépendante qui évaluerait les responsabilités non seulement des débiteurs mais aussi des créanciers. Jusqu'à présent les renégociations de dettes se font sous l'autorité des créanciers. Introduire une procédure d'insolvabilité pour les états comme il en existe pour les entreprises ou les particuliers. Dans son rapport du 24 avril 2001, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) reconnaît qu' "il faut qu'un état puisse se mettre en congé de remboursement".
- Réaliser les engagements pris par les états au sein des Nations Unies en 1970, et porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB des états industrialisés. Seuls les Pays Scandinaves et la Hollande ont dépassé cet objectif (La France y a consacré 0,32 % en 2000). Il faut que cette aide se fasse sous forme de dons et non de prêts, et s'assurer qu'elle sera mise en œuvre de façon transparente et vise à la réduction des inégalités. D'ailleurs ne faudrait-il pas parler de fonds de réparation historique plutôt que d'aide ? Le pillage systématique du Sud depuis cinq siècles (esclavage, colonisation,...) ne demande-il pas réparation ?
- Modifier les règles du commerce mondial. Le Nord demande l'ouverture des marchés des pays du Sud, mais se protège contre le Sud. Il faut inverser cette logique et permettre l'accès des produits du Sud aux marchés du Nord, ainsi que l'instauration dans les Pays du Sud d'un certain protectionnisme pour leur assurer des recettes fiscales et une souveraineté alimentaire.

Selon des calculs d'Eric Toussaint, la mise en œuvre de toutes ces mesures pourrait permettre de dégager un solde positif pour les PVD de 370 à 400 Milliards de \$ par an, susceptible de déclencher un cycle de développement.

Pour que toutes ces propositions nécessaires, bien qu'insuffisantes, puissent voir le jour, il faut : un puissant mouvement citoyen au niveau mondial, un front des pays endettés.

CONCLUSION

La présente étude a permis d'analyser l'impact de l'endettement sur le développement et la croissance d'un pays. L'outrecuidance que la dette influence la non croissance, nous a ramené à établir la relation entre le taux de croissance du Produit Intérieur Brut par tête, l'encours de la dette, la variation des termes de l'échange, le déficit budgétaire de l'administration centrale, le taux d'investissement publique.

Au regard de l'analyse, l'endettement extérieur des pays moins avancés et ses activités économiques ont évolué de manière cyclique depuis 2000, et celui-ci suit un même rythme. Malgré les allégements obtenus pendant les années antérieures, on constate qu'ils ne profitent pas vraiment à ces pays, et ainsi, peu sont les impacts sur le développement et la croissance économique cela veut dire qu'il n'y a pas de grand changement.

Les moyens trouvés pour limiter le surendettement semblent donc, à court et moyen terme, de limiter les niveaux de l'endettement du pays et de faire une réorientation du montant obtenu. Aux pays moins avancés, en Afrique Subsaharienne, les régimes de croissance dépendent largement de facteurs exogènes et n'assurent pas une croissance autoentretenue fondée sur des mécanismes endogènes de création de richesse.

La dette constitue un puissant système de transfert de richesses des pays du Sud vers les pays du Nord. Elle révèle non seulement des mécanismes économiques inégalitaires, mais également des choix politiques de type néocolonial de la part des États du Nord, des banques privées et de la Banque Mondiale. En arrière-fond, elle dévoile une gigantesque criminalité politique et financière.

Une hypothétique d'annulation ne suffirait pas. La coordination des pays du Sud « *Jubilé Sud* » était en cours depuis l'année 2000, et la problématique d'annuler la dette fait aussi partie de l'agenda de grands mouvements : ONG ou Organisation, confédérations syndicales, marche mondiale des femmes, ... Pour les acteurs dominants du capitalisme mondial, la dette des pays du Sud génère suffisamment de profits pour qu'ils maintiennent cette dynamique de paupérisation, en toute connaissance de cause, au mépris des conséquences sur les populations concernées. Il s'agit bien d'un appauvrissement organisé.

Les populations occidentales sont également concernées par cette économie mondiale. Au Nord, on parle d'austérité ou de rigueur, et non d'ajustement structurel, mais les logiques qui sous-tendent les politiques appliquées au Nord et au Sud sont de la même veine : un système

de canalisations très complexes, au service d'intérêts capitalistes privés, permettant d'accumuler un maximum de richesses, au détriment des biens publics.

A nous de rejoindre ou de créer les mouvements sociaux qui tentent de renverser ces logiques capitalistes, injustes et criminelles.

En définitive, l'intérêt de tous est de construire un monde plus sûr, donc moins inégalitaire, où les populations ont le sentiment de pouvoir influencer sur leur avenir. Pour y parvenir, il faut redonner une certaine liberté d'action aux PED en supprimant cet instrument de domination que représente leur dette extérieure. Quel remède propose-t-on pour sortir les PED totalement du sous-développement dû à l'endettement : y-a-t-il une espérance derrière une redéfinition de stratégie autocentrée ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages :

1. La pauvreté au Sénégal, Une évaluation multidimensionnelle de la pauvreté et des disparités interrégionales entre 2001 et 2006. Université de Toulon,
2. Lionel STOLERU, VAINCRE LA PAUVRETE DANS LES PAYS RICHES, numéro d'édition : 8173, 313p
3. Ibrahim F.I. Shihata, Un autre visage de l'OPEP, Edition et lieu Première édition 1982, 318p
4. Philippe Deubel, ANALYSE ECONOMIQUE ET HISTORIQUE DES SOCIETES CONTEMPORAINES (Les stratégies de développement), Edition et lieu : 2008 Pearson Education France, 506p
5. M. Philippe Le Clézio, 2009, LES INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET L'EMPREINTE ECOLOGIQUE, 144p

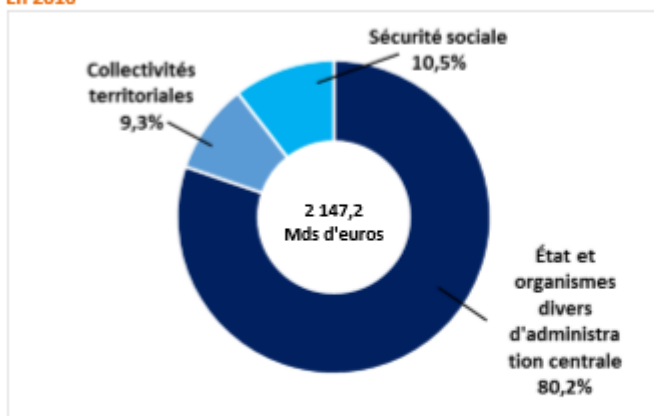
Rapports :

1. La dette extérieure des pays du tiers-monde
2. Eric Berr (Maitre de conférence – **IFReDE** –**CED-Université Montesquieu-Bordeaux IV**), La dette des pays en développement : bilan et perspectives, 16p
3. Marc Raffinot, Université Paris Dauphine, EURISCO, DIAL Soutenabilité de la dette des pays pauvres très endettés
4. La lutte à la pauvreté : Aider, c'est bien. Combattre, c'est mieux
Un document présentant la position du MEPACQ (Mouvement d'éducation et d'action communautaire du Québec) sur l'approche territoriale intégrée comme outil de lutte contre la pauvreté.
5. A qui profite la dette ? 28p, Edition Octobre 2006. Site internet <http://www.les-renseignements-genereux.org/>
6. Alain Paraponaris Dette publique et taux de change dans les pays du G7 sur les deux dernières décennies, In : Economie &prévision
7. Marc RAFFINOT, Soutenabilité de la dette extérieure : de la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu,

8. Alison Johnson Questions clés pour analyser la viabilité de la dette, Debt Relief International Ltd 2001.
9. Fiche de repère Dette publique,
[http : //www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Dossiers/Comptes-publics](http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Dossiers/Comptes-publics).

ANNEXES

Répartition de la dette publique par administration En 2016



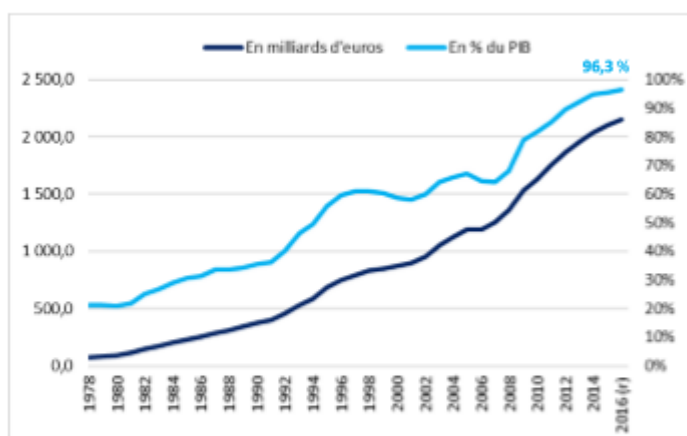
Source : Insee

En 2016, la dette publique s'élève à 2 147,2 milliards d'euros. La dette de l'État en constitue la plus grande part (1 709,9 milliards d'euros). La dette de la Sécurité sociale atteint les 225 milliards d'euros tandis que celle des collectivités locales atteint 199,6 milliards d'euros.

La dette publique regroupe la dette contractée par :

- l'État et les organismes divers d'administrations publiques (par exemple Université, CNRS etc.),
- la Sécurité sociale dont l'assurance retraite,
- les collectivités territoriales.

Évolution de la dette publique de 1978 à 2016 En milliards d'euros (à gauche) et en % du PIB (à droite)



Source : Insee

Depuis 1980, la dette publique de la France n'a cessé de progresser, notamment depuis 2008. À la fin de l'année 2016, elle représente 96,3 % du PIB.

La dette publique peut également être exprimée en % du PIB. Au delà de 100 %, cela signifie que l'endettement public est supérieur à la richesse nationale créée chaque année.

Attention, si la dette est un stock, le déficit est un flux. La dette est donc le résultat de l'accumulation de déficits sur plusieurs années.

Décomposition du déficit public

En milliards d'euros

	2013	2014	2015	2016
Etat*	- 68,2	- 72,0	- 73,9	- 76,0
Collectivités territoriales	- 8,3	- 4,6	- 0,1	3,0
Sécurité sociale	- 8,8	- 7,8	- 4,7	- 2,9
Total	- 85,4	- 84,4	- 78,7	- 75,9

* + organismes divers d'administration centrale

Source : Insee

On parle de **déficit public** lorsque le budget des administrations publiques présente un solde négatif. Les dépenses publiques (prestations sociales, entretien des routes et des écoles etc.) sont alors supérieures aux recettes publiques (impôts, taxes et autres recettes non fiscales).

En 2016, le déficit public s'élève au total à 75,9 milliards d'euros. À lui seul, le déficit de l'État, ou déficit budgétaire, atteint 76,0 milliards d'euros.

Évolution comparée du déficit public et du déficit budgétaire

En % du PIB



Source : Insee

Entre 1959 et 1991, le déficit public s'est maintenu en dessous de la barre des 3 %. À partir de 1992, il dépasse cette limite symbolique pour atteindre 6,5 % du PIB en 1993. Un record qui sera dépassé lors de la crise financière de 2007/2008. En 2009, il représente 7,2 % du PIB. Il s'élève en 2016 à 3,4 % du PIB.

Rappel : le **déficit public** correspond à un solde négatif du budget des administrations publiques. Le **déficit budgétaire** correspond quant à lui à un solde négatif du budget de l'État.

Selon le Pacte de stabilité et de croissance adopté en 1997 par les chefs d'États et des gouvernements européens (dont la France), le déficit public ne doit pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques.

Nom : RASOANIRINA

Prénoms : Fanomezantsoa Lalaina

Titre : PROBLEME D'ENDETTEMENT ET TRAPPE A LIQUIDITE : Cas des pays moins avancés.

Corps du mémoire : 51

Nombre de tableaux : 02

Nombre de figures : 03

Résumé :

Vers 1982, les PED ou plus précisément les PMA sont enfoncés dans la crise de la dette. Une partie de ses budgets est consacrée au service de la dette, d'où l'absence de développement durable et réel de ces pays. Cette lacune est due par la recherche des avantages des créanciers d'une part, et par la mauvaise gestion des sommes empruntées par les dirigeants des PED d'autre part.

Une restructuration a été menée pour régler les maux dans les PED : l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel. Mais celui-ci a conduit vers une nouvelle crise financière dans les années 1990.

L'annulation de la dette n'est qu'une solution précaire même si des justifications économique et politique sont menées, bon nombre de PED n'ont pas sorti du filet de l'endettement.

Pour les PMA, le recours à l'annulation de la dette n'est plus une solution, il faut penser à améliorer la gouvernance, à créer des capacités productive qu'humaine, améliorer le rôle du commerce dans le développement.

Mots clés : Endettement, soutenabilité, service de la dette, rentabilité.

Encadreur : Docteur RAKOTO DAVID Olivaniaina

Adresse : Lot IIIU 169 Ter Ankazotoho - Anosimahavelona, Antananarivo 101.